



RÉGION ACADÉMIQUE

MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA JEUNESSE
MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE
ET DE L'INNOVATION

Rectorat

**Division des Personnels
de l'Enseignement
Primaire
DPEP 2**

Affaire suivie par
Amandine FONTAINE

Téléphone : 02 62 48 14 15

Courriel

dpep.secretariat@ac-reunion.fr

**Division des Personnels
de l'Enseignement
Secondaire
DPES 2**

Affaire suivie par

Nadine Jean

Jimmy FERRERE

Téléphone : 02 62 48 11 24

02 62 48 13 58

Courriel

dpes2.secretariat@ac-reunion.fr

24 avenue Georges Brassens

CS 71003

97743 Saint-Denis CEDEX 9

Site internet

www.ac-reunion.fr

Saint-Denis, le 19 Février 2020

Le recteur

à

Mesdames et messieurs les chefs d'établissement de
l'enseignement privé sous contrat des premier et second
degrés

Mesdames et messieurs les inspecteurs en charge de
circonscription du premier degré

Objet : Congé de formation professionnelle des maîtres contractuels, agréés et délégués
des établissements d'enseignement privé sous contrat au titre de l'année scolaire 2020-
2021.

Réf :

- articles R.914-58 et R.914-105 du Code de l'éducation.
- Loi 2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la Fonction Publique
- Loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale
- Loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel
- décret n°86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions applicables aux agents non titulaires de l'État
- décret n°96-1105 du 11 décembre 1996 relatif à la formation professionnelle des agents non titulaires de l'État
- décret n° 2007-1470 du 15 octobre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires de l'État.
- décret n° 2007-1942 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle des agents non titulaires de l'État.

PJ : demande de congé de formation professionnelle, année scolaire 2020-2021

La présente circulaire a pour objet de rappeler les dispositions réglementaires relatives au congé de formation professionnelle en faveur des maîtres contractuels, agréés et délégués des établissements d'enseignement privé des premier et second degrés.

Le "congé de formation professionnelle" (CFP), dont la durée ne peut excéder trois années sur l'ensemble de la carrière, permet aux maîtres de parfaire leur formation personnelle par le biais de stages de formation ou d'actions de formation.

Les douze premiers mois du congé de formation professionnelle ouvrent droit au bénéficiaire d'une indemnité mensuelle forfaitaire.



I – Les conditions requises :

1) Les personnels concernés :

◆ Cas des maîtres contractuels ou agréés à titre définitif

Les conditions à remplir sont :

- être en activité
- être titulaire d'un contrat ou agrément définitif
- justifier, au 1^{er} septembre de l'année de début de formation, de l'équivalent de trois ans de services effectifs d'enseignement dans un établissement d'enseignement privé sous contrat ou dans un établissement public (agent contractuel).

Les services à temps incomplet ou partiel sont pris en compte au prorata de leur durée.

Les services en tant que stagiaires sont pris en compte pour le calcul des services effectifs. Toutefois, la partie de stage accomplie dans un centre de formation ou comportant un enseignement professionnel, ne peut être comptabilisée dans le calcul du temps de service effectué. Sont également exclues les périodes de service national.

◆ Cas des maîtres délégués

Les conditions à remplir sont :

- être en activité
- exercer dans un établissement privé sous contrat d'association
- justifier de 36 mois de services effectifs à temps plein au titre de contrat de droit public, dont 12 mois au moins dans l'Éducation nationale.

L'obligation de réemploi sur le même poste à l'issue du CFP n'est pas applicable aux maîtres délégués.

La loi n°2014-288 du 5 mars 2014 modifiée offre la possibilité aux maîtres délégués en fonction dans les établissements sous contrat simple, de bénéficier du Compte Personnel de Formation de Transition Professionnelle (accessible sur le site www.moncompteformation.gouv.fr).

2) Les conditions d'octroi :

L'octroi du congé de formation professionnelle peut être différé dans l'intérêt du fonctionnement du service ou en fonction de l'utilisation du contingent annuel alloué à l'académie ; dans ce cas, une nouvelle demande devra être faite l'année suivante.

II – Situation des personnels en congé de formation professionnelle :

La durée du congé de formation ne peut excéder 36 mois pour l'ensemble de la carrière, dont une seule année est indemnisée. Le congé de formation peut être réparti tout au long de la carrière en stages d'une durée minimale équivalente à un mois à temps plein.

1) Situation financière :

Pendant la durée du congé de formation, le maître perçoit, dans la limite de douze mois, une indemnité forfaitaire mensuelle égale à 85 % du traitement brut et de l'indemnité de résidence afférente à l'indice détenu au moment de la mise en congé.

**Cette indemnité n'est ni majorée, ni indexée.**

Le montant de cette indemnité ne peut toutefois excéder le traitement et l'indemnité de résidence afférents à l'indice brut 650 (indice nouveau majoré 543) d'un agent en fonction à Paris (soit 2 620,85 € barème 01.02.2017).

Au-delà des douze premiers mois du congé, aucune indemnité n'est versée par l'administration de l'Éducation Nationale.

Les personnels en congé de formation conservent le droit au supplément familial de traitement, ce dernier étant calculé par référence au dernier traitement perçu avant le début du congé.

L'indemnité mensuelle forfaitaire ne peut, en aucun cas, être revalorisée au cours du congé. Les avancements obtenus au cours du congé de formation prennent effet à la reprise de l'intéressé.

L'accord pour le congé de formation professionnelle ne concerne pas la prise en charge des frais d'inscription à la formation, ceux-ci restant à la charge du maître.

2) Situation administrative :

Le congé de formation professionnelle correspond à une position d'activité. De ce fait, le temps passé en congé de formation professionnelle est comptabilisé comme du temps de service effectif et pris en compte pour l'avancement de grade et d'échelon. En conséquence, l'agent bénéficiaire continue à cotiser pour la retraite.

Les maîtres contractuels ou agréés bénéficient de la protection de l'emploi pendant la durée du congé, contrairement aux maîtres délégués où le réemploi sur le même poste à l'issue du CFP n'est pas assurée.

L'agent en congé de formation professionnelle conserve le bénéfice de l'affiliation à la Sécurité sociale et de la législation sur les accidents du travail.

3) Obligation au cours du congé :

Les maîtres retenus s'engagent à fournir au Rectorat (DPEP 2 pour le premier degré, DPES 2 pour le second degré – Bureau de l'enseignement privé), une attestation d'inscription à la formation choisie ainsi qu'une attestation mensuelle de présence effective aux cours, ou d'assiduité pour les formations à distance, sous peine d'annulation du bénéfice du congé.

S'il est constaté qu'un maître interrompt la formation sans motif valable, il est mis fin immédiatement à son congé. Il est tenu de reverser l'intégralité des sommes qu'il a perçues depuis le jour où il a interrompu sa formation.

4) Obligation à l'issue du congé :

Les maîtres doivent s'engager à reprendre à l'expiration de ce congé un emploi dans un établissement d'enseignement privé pendant une durée égale au triple de celle pendant laquelle l'indemnité forfaitaire leur aura été versée. À défaut, ils devront rembourser le montant total de l'indemnité perçue.



4/4

III – Dépôt des candidatures :

Les candidatures établies conformément au modèle annexé à la présente circulaire, devront être adressées, par la voie hiérarchique, au service de gestion du personnel concerné au Rectorat - service DPEP 2 ou au service DPES 2 - pour **le 13 mars 2020**, délai de rigueur.

La dotation relative au contingent de mois de congé de formation étant commune au premier et au second degrés, les demandes sont classées sur une liste unique qui est présentée pour avis à la CCMD et à la CCMA.

L'avis favorable du chef d'établissement est la condition préalable à l'étude de la demande du congé de formation professionnelle.

La présente circulaire devra être portée à la connaissance de l'ensemble des enseignants de votre établissement, y compris ceux qui se trouvent en situation d'absence régulière.

Pour le recteur et par délégation,
Le secrétaire général adjoint

SIGNÉ

Pierre Olivier SEMPERE

Copies :

D.D.E.C

S.P.E.L.C.

C.F.T.C.

FEP / CFDT REUNION